

Directeur de publication : Anthony Requin

n° 333 • Février 2018

Rédaction : Agence France Trésor

Disponible en anglais, arabe, chinois, espagnol, français, japonais et russe

<http://www.aft.gouv.fr> • Bloomberg TREX<GO> • Reuters <TRESOR> • [LinkedIn](#)

<b>Actualité de l'Agence France Trésor</b> page 1	<b>Actualité économique</b> page 2	<b>Données générales sur la dette</b> page 3	<b>Marché secondaire</b> page 5	<b>Dette négociable de l'État</b> page 6	<b>Économie française et comparaisons internationales</b> page 8
--	---------------------------------------	---	------------------------------------	---	---

L'Agence France Trésor a pour mission de gérer la dette et la trésorerie de l'État au mieux des intérêts du contribuable et dans les meilleures conditions de sécurité.

## Actualité de l'Agence France Trésor

### Palmarès 2017 : un classement qui traduit la continuité de la relation de l'AFT avec les spécialistes en valeurs du Trésor

Chaque année depuis 1999, l'Agence France Trésor rend public le palmarès des spécialistes en valeurs du Trésor (SVT) les plus actifs de l'année écoulée.

L'ensemble des missions des SVT sont prises en compte dans cette évaluation et sont réparties selon trois catégories de critères qui font chacune l'objet d'un palmarès spécifique :

- performance sur le marché primaire (40 % de l'évaluation), calculée sur la base de la part de marché des SVT aux adjudications de titres nominaux de court terme (BTF), de moyen et long terme (OAT) et de titres indexés sur l'inflation française et européenne (OATi & OATÉi) ainsi que de leur participation aux opérations de rachats de titres ;
- performance sur le marché secondaire (30 % de l'évaluation), calculée sur la base des volumes traités par les SVT avec les clients finaux et avec les autres teneurs de marché sur l'ensemble des valeurs du Trésor, y compris sous forme d'obligations démembrées et de pensions livrées ;
- qualité du conseil et des services fournis à l'AFT (30 % de l'évaluation), appréciée au travers de la contribution des SVT au bon déroulement des opérations sur le marché des valeurs du Trésor, de la pertinence des conseils fournis à l'AFT, de la qualité de l'analyse du marché obligataire souverain et de la recherche économique et opérationnelle, ainsi que de la proximité et de la stabilité de la relation avec l'AFT.

Sur cette base, le classement général des dix premiers établissements, sur les seize constituant le groupe des SVT en 2017 est le suivant :

<b>1 BNP Paribas</b>	<b>6 Barclays</b>
<b>2 HSBC</b>	<b>7 Natixis</b>
<b>3 JP Morgan</b>	<b>8 Citigroup</b>
<b>4 Société Générale</b>	<b>9 NatWest Markets</b>
<b>5 Crédit Agricole</b>	<b>10 Morgan Stanley</b>

Ce classement se caractérise par le maintien de l'attachement au marché des valeurs du Trésor tant des établissements français – qui se maintiennent dans le top 10 – que de leurs pairs anglo-saxons. Le haut de classement est ainsi marqué par une quasi-stabilité, avec un top 6 dont la composition s'avère inchangée depuis le palmarès 2015, et dont seul l'ordre diffère marginalement d'une année sur l'autre du fait des performances respectives de chacun des établissements dans les trois sous-catégories évaluées.

BNP Paribas se maintient ainsi en 2017 en tête du classement général, suivi au sein du palmarès par les établissements se positionnant en tête dans chacun des classements intermédiaires (cf. tableau ci-dessous). HSBC, premier intervenant sur le marché primaire, conserve ainsi cette année sa deuxième place du classement général, tandis que JP Morgan, premier SVT en termes de performance sur le marché secondaire, progresse d'une place au palmarès global pour se positionner troisième, suivi de la Société Générale, premier établissement ex-aequo pour ce qui concerne la qualité du conseil et des services fournis à l'AFT.

La stabilité relative en 2017 du palmarès général témoigne d'une volonté d'accompagnement et de partenariat avec l'Agence France Trésor continue d'année en année de la part des établissements spécialistes en valeurs du Trésor. Dans le même temps, la diversité des classements intermédiaires témoigne de la variété et de la complémentarité des compétences et stratégies déployées par chacun des établissements sur le marché des valeurs du Trésor, permettant à l'Agence France Trésor de sécuriser le bon placement de ses titres sur les marchés de capitaux et d'en assurer la bonne liquidité.

Marché primaire		Marché secondaire		Qualité des services	
1	HSBC	1	JP Morgan	1	Société Générale
2	BNP Paribas	2	BNP Paribas	1ex	BNP Paribas
3	Société Générale	3	HSBC	3	Crédit Agricole
4	Crédit Agricole	4	Barclays	4	HSBC
5	JP Morgan	5	Société Générale	5	Natixis
6	Natixis	6	Crédit Agricole	5ex	JP Morgan
7	Citigroup	7	Citigroup	7	Barclays
8	NatWest Markets	8	NatWest Markets	8	Morgan Stanley
9	Morgan Stanley	9	Morgan Stanley	9	Goldman Sachs
10	Barclays	10	Nomura	10	NatWest Markets

## Ce n'est pas le début d'un marché baissier

Mohit Kumar, responsable monde pour les taux d'intérêt,  
Crédit Agricole CIB



Le marché obligataire mondial connaît une correction depuis le début de l'année, les rendements à dix ans des bons du Trésor américain et du Bund ayant augmenté de près de 50 pb et 30 pb, respectivement. Ce mouvement s'explique par un certain nombre de facteurs, à savoir : 1) modification attendue de la politique menée par les banques centrales, 2) les flux de portefeuille du début d'année et une augmentation de l'offre d'obligations et 3) l'amélioration des fondamentaux économiques.

Bien que cette remontée des taux semble significative, elle est en réalité assez modeste par rapport aux épisodes précédents. Le rendement des bons du Trésor américain à 10 ans avait progressé de près de 80 pb au cours du mois qui avait suivi les élections présidentielles aux États-Unis en 2016, et de près de 135 pb au moment du « taper tantrum », période de turbulence provoquée en 2013 par l'annonce de la Réserve fédérale d'une réduction progressive de ses rachats d'actifs. De la même manière, le rendement du Bund à 10 ans avait bondi de près de 90 pb en avril 2015 en raison d'un ajustement de positions, et non de facteurs macroéconomiques. Dans tous les cas évoqués ci-dessus, la remontée des taux n'avait pas duré longtemps et s'était finalement inversée.

Malgré la récente correction, les valorisations sur les marchés obligataires américain et européen ne sont pas exagérées. Selon notre mesure de la prime de risque (qui compare les rendements obligataires aux anticipations de croissance et d'inflation à long terme), **la fourchette de juste valeur des bons du Trésor américain à 10 ans est comprise entre 2,05 % et 2,80 %** et celle **des Bunds à 10 ans entre 25 pb et 75 pb**.

Les taux obligataires se situent désormais dans la limite haute de la fourchette, aux États-Unis comme en Allemagne. Bien que les valorisations ne soient pas excessives, à mesure que les taux se rapprochent de la limite supérieure

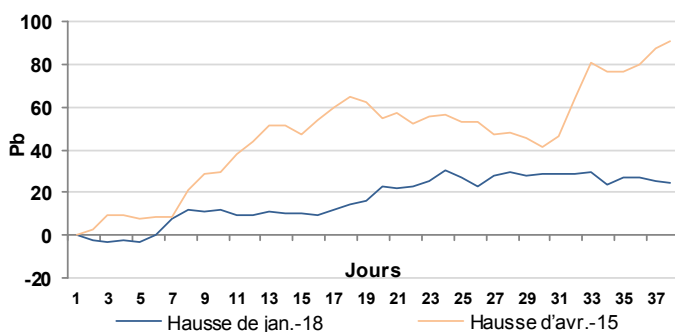
de la juste valeur, la sensibilité des actifs risqués aux fluctuations de taux devrait s'accroître. Pour évaluer cette sensibilité, nous pouvons utiliser un modèle d'évaluation de la prime de risque. Si des mesures conventionnelles de valorisation des actions sont employées, ces dernières semblent surévaluées. Cependant, en les évaluant par rapport aux taux obligataires (rendement des actions – rendement réel des obligations), on constate que la prime de risque des actions ne s'établit pas en territoire spéculatif ce qui donne à penser que la demande pour les actifs risqués sera soutenue tant que l'environnement de taux reste bas.

Nous sommes d'avis que les actifs risqués sont plus sensibles à une modification de la politique des banques centrales que les taux souverains. À l'aide d'un modèle simplifié des effets de cette politique, nous avons comparé l'évolution des prix des actifs depuis le début des politiques monétaires accommodantes.

Grâce à cette étude comparative, nous avons démontré que les taux souverains sont ceux qui ont le moins bénéficié des politiques monétaires accommodantes. **Les actions, les obligations des marchés émergents et les obligations à haut rendement ont été les principales bénéficiaires** des mesures de soutien des banques centrales. Avec la disparition progressive de ces mesures, il faut s'attendre à ce que l'évolution des prix des actifs suive exactement la même trajectoire, à savoir que les actions, les obligations des marchés émergents et les obligations à haut rendement soient beaucoup plus sensibles à une remontée des taux que le marché des obligations souveraines.

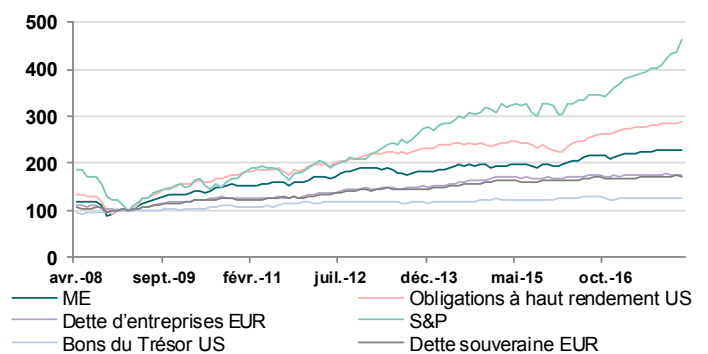
Par conséquent, une **correction plus prononcée du marché obligataire finirait par s'auto-annuler**. En effet, si les taux augmentaient davantage, cela entraînerait un mouvement de liquidation des actifs risqués, qui stimulerait à son tour la demande d'obligations souveraines.

Hausse du Bund modeste par rapport à celle d'avril 2015



Source: Bloomberg

Les obligations souveraines sont celles qui ont le moins bénéficié des politiques monétaires accommodantes



Source: Bloomberg

**Avertissement :** en ouvrant cette tribune, l'Agence France Trésor offre à des économistes l'occasion d'exposer librement leur opinion ; les propos ici exprimés n'engagent donc que les auteurs et en aucun cas l'Agence France Trésor, ni le Ministère de l'Économie et des Finances.

### Calendrier indicatif d'adjudication

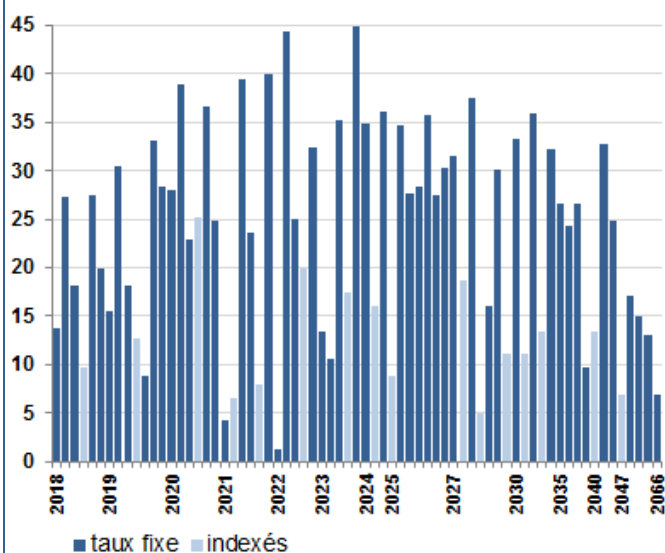
		Court terme					Moyen terme	Long terme	Indexés
Mars 2018	date d'adjudication	5	12	19	26	/	15	1	15
	date de règlement	7	14	21	28	/	19	5	19
Avril 2018	date d'adjudication	3	9	16	23	30	19	5	19
	date de règlement	5	11	18	25	3/5	23	9	23

décalages (jours fériés, etc.)

Source : Agence France Trésor

### Dette négociable à moyen et long terme de l'État au 31 janvier 2018

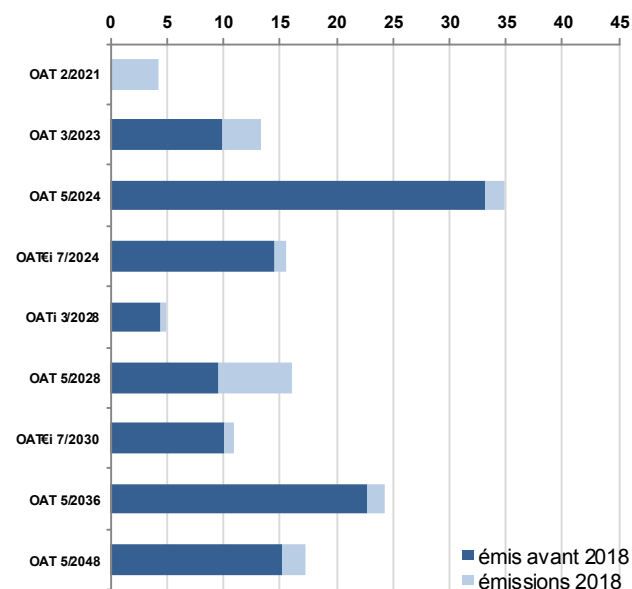
Encours actualisé par ligne, en milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

### Moyen et Long Terme : émissions de l'année et cumul au 31 janvier 2018

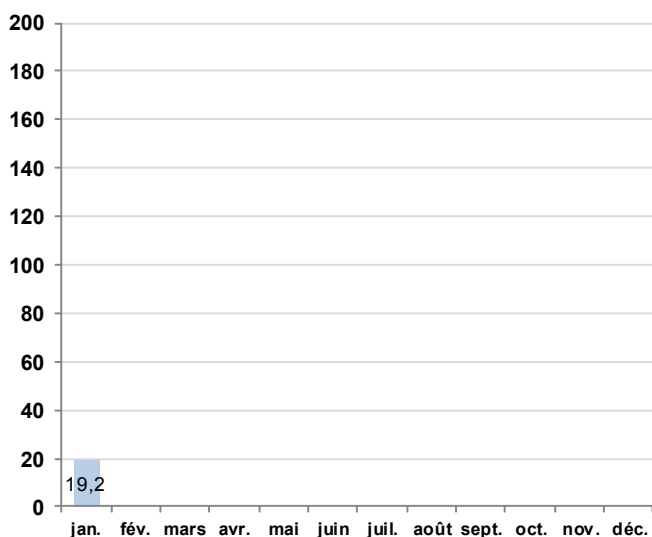
En milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

### Émissions nettes des rachats au 31 janvier 2018

En milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

### Moyen et Long Terme : échéancier prévisionnel au 31 janvier 2018

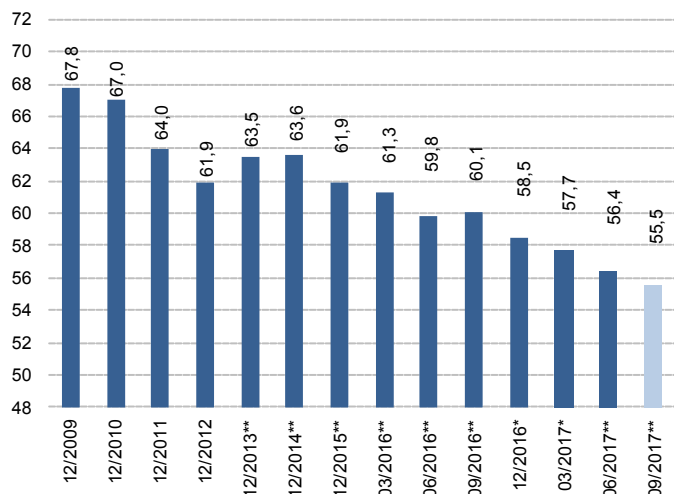
En milliards d'euros

Mois	Intérêts	Amortissements
févr-18		13,7
mars-18	0,0	
avr-18	14,3	27,3
mai-18	5,5	18,2
juin-18	0,2	
juil-18	2,9	9,9
août-18		
sept-18		
oct-18	13,6	27,5
nov-18	1,4	19,9
déc-18		
janv-19		

Source : Agence France Trésor

### Détention par les non-résidents des titres de la dette négociable de l'État : 3<sup>ème</sup> trimestre 2017

En % de la dette négociable exprimée en valeur de marché



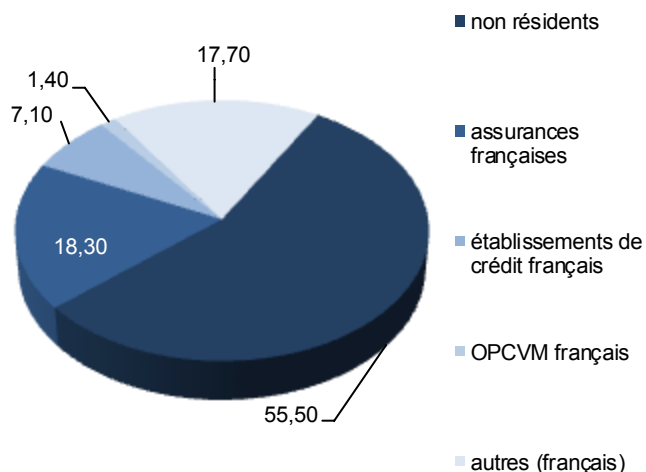
\* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

\*\* Chiffres révisés avec la position titres définitive

Source : Banque de France

### Détention des titres de la dette négociable de l'État par groupe de porteurs : 3<sup>ème</sup> trimestre 2017

Structure en % exprimée en valeur de marché



Source : Banque de France

### Dette négociable de l'État au 31 janvier 2018

En euros

Total Dette à Moyen et Long Terme	1 579 012 057 673
Encours démembré	62 914 504 700
Durée de vie moyenne	8 ans et 137 jours
Total Dette à Court Terme	130 967 000 000
Durée de vie moyenne	104 jours
<b>ENCOURS TOTAL</b>	<b>1 709 979 057 673</b>
<b>Durée de vie moyenne</b>	<b>7 ans et 275 jours</b>

Source : Agence France Trésor

### Dette négociable de l'État depuis fin 2014 au 31 janvier 2018

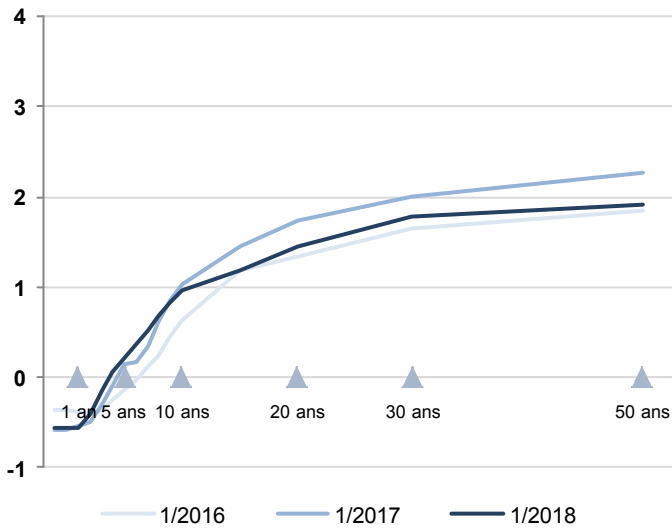
En milliards d'euros

	Fin 2014	Fin 2015	Fin 2016	Fin 2017	Fin janv. 2018
<b>Encours de la dette négociable</b>	<b>1 528</b>	<b>1 576</b>	<b>1 621</b>	<b>1 686</b>	<b>1 710</b>
<i>dont titres indexés</i>	189	190	200	202	204
Moyen et Long Terme	1 352	1 424	1 487	1 560	1 579
Court Terme	175	153	134	126	131
<b>Durée de vie moyenne de la dette négociable</b>					
	6 ans	7 ans	7 ans	7 ans	7 ans
	363 jours	47 jours	195 jours	296 jours	275 jours

Source : Agence France Trésor

### Courbe des taux sur titres d'État français

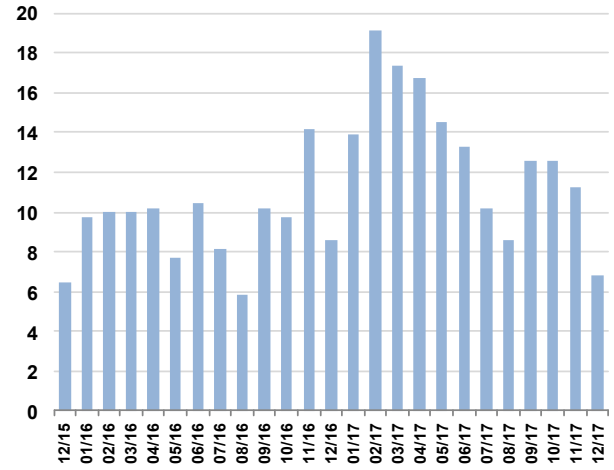
Valeur en fin de mois, en %



Source : Bloomberg

### Volume moyen des transactions quotidiennes sur les titres à moyen et long terme

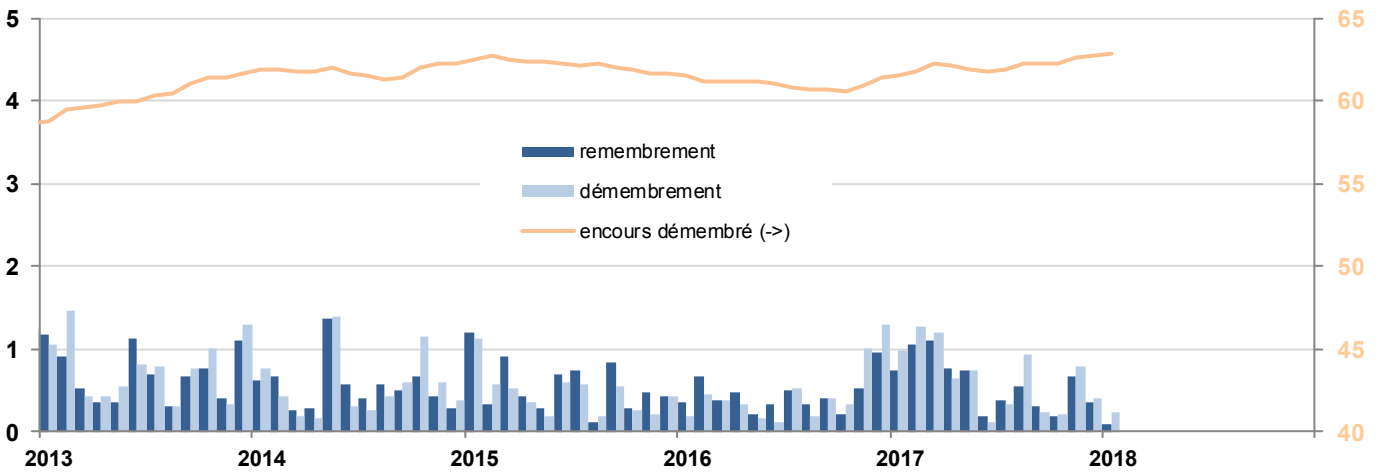
En milliards d'euros



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosystème

### Montant des opérations de démembrement et de remembrement

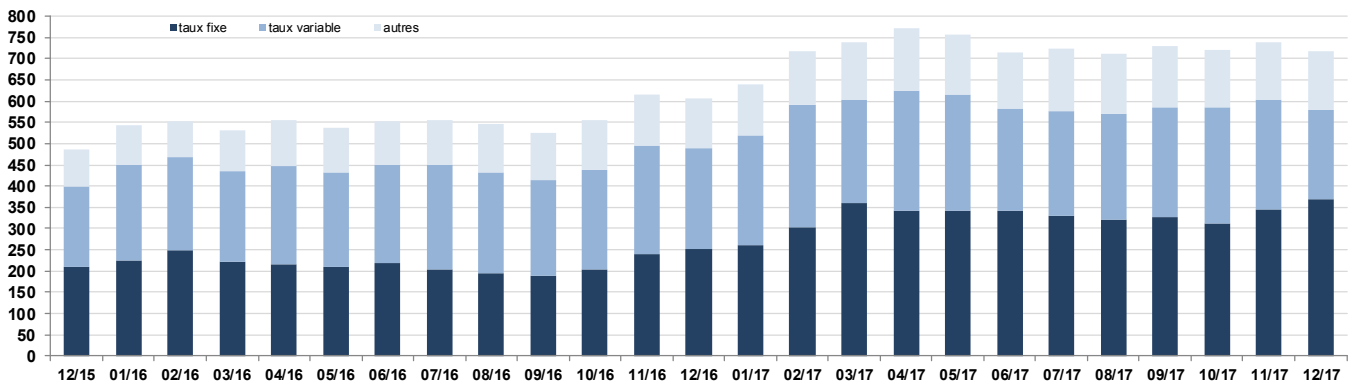
En milliards d'euros



Source : Euroclear

### Encours des pensions des SVT en fin de mois

En milliards d'euros



Source : déclarations des SVT

Dettes à court terme au 31 janvier 2018

	Échéance	Encours (€)
BTF	7 février 2018	6 063 000 000
BTF	14 février 2018	6 945 000 000
BTF	21 février 2018	7 516 000 000
BTF	28 février 2018	7 133 000 000
BTF	7 mars 2018	7 442 000 000
BTF	14 mars 2018	5 841 000 000
BTF	21 mars 2018	3 565 000 000
BTF	28 mars 2018	6 272 000 000
BTF	5 avril 2018	6 780 000 000
BTF	11 avril 2018	5 623 000 000
BTF	18 avril 2018	7 180 000 000
BTF	25 avril 2018	5 795 000 000
BTF	3 mai 2018	2 988 000 000
BTF	9 mai 2018	5 682 000 000
BTF	24 mai 2018	6 928 000 000
BTF	20 juin 2018	9 282 000 000
BTF	4 juillet 2018	3 251 000 000
BTF	18 juillet 2018	3 632 000 000
BTF	15 août 2018	4 089 000 000
BTF	12 septembre 2018	1 947 000 000
BTF	10 octobre 2018	4 734 000 000
BTF	7 novembre 2018	4 847 000 000
BTF	5 décembre 2018	2 175 000 000
BTF	4 janvier 2019	5 257 000 000

Dettes à moyen et long terme (échéances 2018 - 2021) au 31 janvier 2018

code	libellé	encours (€)	coeff. ind.	encours nomi. (€)	démembrés (€)
	<b>Échéance 2018</b>	<b>116 443 104 330</b>			
FR0012634558	OAT 0% 25 février 2018	13 734 000 000			0
FR0010604983	OAT 4% 25 avril 2018	27 277 000 000			0
FR0011394345	OAT 1% 25 mai 2018	18 191 000 000			0
FR0011237643	OAT€i 0,25% 25 juillet 2018	9 784 104 330 (1)	1,06078	9 223 500 000	0
FR0010670737	OAT 4,25% 25 octobre 2018	27 527 000 000			0
FR0011523257	OAT 1% 25 novembre 2018	19 930 000 000			20 000 000
	<b>Échéance 2019</b>	<b>147 241 982 359</b>			
FR0013101466	OAT 0% 25 février 2019	15 565 000 000			0
FR0000189151	OAT 4,25% 25 avril 2019	30 498 000 000			0
FR0011708080	OAT 1% 25 mai 2019	18 180 000 000			0
FR0010850032	OATi 1,3% 25 juillet 2019	12 702 914 800 (1)	1,08202	11 740 000 000	0
FR0000570921	OAT 8,5% 25 octobre 2019	8 844 392 893			5 549 585 100
FR0010776161	OAT 3,75% 25 octobre 2019	33 075 000 000			0
FR0011993179	OAT 0,5% 25 novembre 2019	28 337 000 000			5 000 000
FR0000570954	OAT cap. 9,82% 31 décembre 2019	39 674 666 (2)		6 692 154	-
	<b>Échéance 2020</b>	<b>176 547 247 700</b>			
FR0013232485	OAT 0% 25 février 2020	28 009 000 000			0
FR0010854182	OAT 3,5% 25 avril 2020	38 946 000 000			0
FR0012557957	OAT 0% 25 mai 2020	22 969 000 000			0
FR0010050559	OAT€i 2,25% 25 juillet 2020	25 279 247 700 (1)	1,24467	20 310 000 000	0
FR0010949651	OAT 2,5% 25 octobre 2020	36 562 000 000			0
FR0012968337	OAT 0,25% 25 novembre 2020	24 782 000 000			0
	<b>Échéance 2021</b>	<b>121 638 425 700</b>			
FR0013311016	OAT 0% 25 février 2021	4 197 000 000			0
FR0013140035	OAT€i 0,1% 1 mars 2021	6 552 687 700 (1)	1,02035	6 422 000 000	0
FR0010192997	OAT 3,75% 25 avril 2021	39 352 000 000			0
FR0013157096	OAT 0% 25 mai 2021	23 653 000 000			0
FR0011347046	OATi 0,1% 25 juillet 2021	7 992 738 000 (1)	1,02471	7 800 000 000	0
FR0011059088	OAT 3,25% 25 octobre 2021	39 891 000 000			0

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(2) y.c. intérêts capitalisés au 31/12/2017 ; non offerte à la souscription

Dette à moyen et long terme (échéances 2022 et plus) au 31 janvier 2018

code	libellé	encours (€)	coeff. ind.	encours nomi. (€)	démembrés (€)
<b>Échéance 2022</b>		<b>122 991 019 910</b>			
FR0000571044	OAT 8,25% 25 avril 2022	1 243 939 990			513 888 400
FR0011196856	OAT 3% 25 avril 2022	44 359 000 000			0
FR0013219177	OAT 0% 25 mai 2022	25 105 000 000			0
FR0010899765	OAT€i 1,1% 25 juillet 2022	19 838 079 920 (1)	1,10648	17 929 000 000	0
FR0011337880	OAT 2,25% 25 octobre 2022	32 445 000 000			0
<b>Échéance 2023</b>		<b>121 584 999 853</b>			
FR0013283686	OAT 0% 25 mars 2023	13 330 000 000			0
FR0000571085	OAT 8,5% 25 avril 2023	10 606 195 903			5 372 565 200
FR0011486067	OAT 1,75% 25 mai 2023	35 237 000 000			0
FR0010585901	OATi 2,1% 25 juillet 2023	17 493 803 950 (1)	1,11461	15 695 000 000	0
FR0010466938	OAT 4,25% 25 octobre 2023	44 918 000 000			434 585 000
<b>Échéance 2024</b>		<b>86 890 417 980</b>			
FR0011619436	OAT 2,25% 25 mai 2024	34 810 000 000			0
FR0011427848	OAT€i 0,25% 25 juillet 2024	16 054 417 980 (1)	1,03617	15 494 000 000	0
FR0011962398	OAT 1,75% 25 novembre 2024	36 026 000 000			51 000 000
<b>Échéance 2025</b>		<b>99 390 742 718</b>			
FR0012558310	OATi 0,1% 1 mars 2025	8 772 814 600 (1)	1,01596	8 635 000 000	0
FR0012517027	OAT 0,5% 25 mai 2025	34 702 000 000			0
FR0000571150	OAT 6% 25 octobre 2025	27 608 928 118			2 848 064 400
FR0012938116	OAT 1% 25 novembre 2025	28 307 000 000			0
<b>Échéance 2026</b>		<b>93 550 000 000</b>			
FR0010916924	OAT 3,5% 25 avril 2026	35 814 000 000			0
FR0013131877	OAT 0,5% 25 mai 2026	27 522 000 000			0
FR0013200813	OAT 0,25% 25 novembre 2026	30 214 000 000			0
<b>Échéance 2027</b>		<b>87 565 934 460</b>			
FR0013250560	OAT 1% 25 mai 2027	31 451 000 000			0
FR0011008705	OAT€i 1,85% 25 juillet 2027	18 660 934 460 (1)	1,09039	17 114 000 000	0
FR0011317783	OAT 2,75% 25 octobre 2027	37 454 000 000			84 543 600
<b>Échéance 2028</b>		<b>21 113 876 970</b>			
FR0013238268	OATi 0,1% 1 mars 2028	5 025 707 850 (1)	1,01427	4 955 000 000	0
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	25 169 120 (3)		46 232 603	-
FR0013286192	OAT 0,75% 25 mai 2028	16 063 000 000			0
<b>Échéance 2029</b>		<b>41 132 007 873</b>			
FR0000571218	OAT 5,5% 25 avril 2029	30 033 880 458			3 181 946 100
FR0000186413	OATi 3,4% 25 juillet 2029	11 098 127 415 (1)	1,27066	8 734 144 000	0
<b>Échéance 2030</b>		<b>44 329 448 050</b>			
FR0011883966	OAT 2,5% 25 mai 2030	33 208 000 000			0
FR0011982776	OAT€i 0,7% 25 juillet 2030	11 121 448 050 (1)	1,02285	10 873 000 000	0
<b>Échéance 2031</b>		<b>35 834 000 000</b>			
FR0012993103	OAT 1,5% 25 mai 2031	35 834 000 000			93 000 000
<b>Échéance 2032</b>		<b>45 511 171 950</b>			
FR0000188799	OAT€i 3,15% 25 juillet 2032	13 348 849 350 (1)	1,26111	10 585 000 000	0
FR0000187635	OAT 5,75% 25 octobre 2032	32 162 322 600			11 340 757 400
<b>Échéance 2033 et plus</b>		<b>217 247 677 820</b>			
FR0010070060	OAT 4,75% 25 avril 2035	26 678 000 000			4 952 437 000
FR0013154044	OAT 1,25% 25 mai 2036	24 283 000 000			0
FR0010371401	OAT 4% 25 octobre 2038	26 534 000 000			4 826 931 400
FR0013234333	OAT 1,75% 25 juin 2039	9 697 000 000			0
FR0010447367	OAT€i 1,8% 25 juillet 2040	13 402 529 140 (1)	1,16818	11 473 000 000	0
FR0010773192	OAT 4,5% 25 avril 2041	32 780 000 000			7 335 999 000
FR0011461037	OAT 3,25% 25 mai 2045	24 908 000 000			1 146 710 000
FR0013209871	OAT€i 0,1% 25 juillet 2047	6 957 148 680 (1)	1,01802	6 834 000 000	0
FR0013257524	OAT 2% 25 mai 2048	17 182 000 000			494 000 000
FR0010171975	OAT 4% 25 avril 2055	14 926 000 000			7 672 488 000
FR0010870956	OAT 4% 25 avril 2060	13 055 000 000			6 753 904 100
FR0013154028	OAT 1,75% 25 mai 2066	6 845 000 000			237 100 000

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(3) valeur actualisée au 28/03/2017 ; non offerte à la souscription

### Derniers indicateurs conjoncturels

Production industrielle, glissement annuel	4,5 %	12/2017
Consommation des ménages*, glissement annuel	0,1 %	01/2018
Taux de chômage (BIT)	8,9 %	T4-2017
Prix à la consommation, glissement annuel		
ensemble	1,3 %	01/2018
ensemble hors tabac	1,3 %	01/2018
Solde commercial, fab-fab, cvs	-3,5 Md€	12/2017
" "	-5,6 Md€	11/2017
Solde des transactions courantes, cvs	-0,9 Md€	12/2017
" "	-3,3 Md€	11/2017
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	0,90 %	27/2/2018
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	-0,33 %	23/2/2018
Euro / dollar	1,23	27/2/2018
Euro / yen	131,77	27/2/2018

\* produits manufacturés

Sources : Insee, Minefi, Banque de France

### Situation mensuelle du budget de l'État

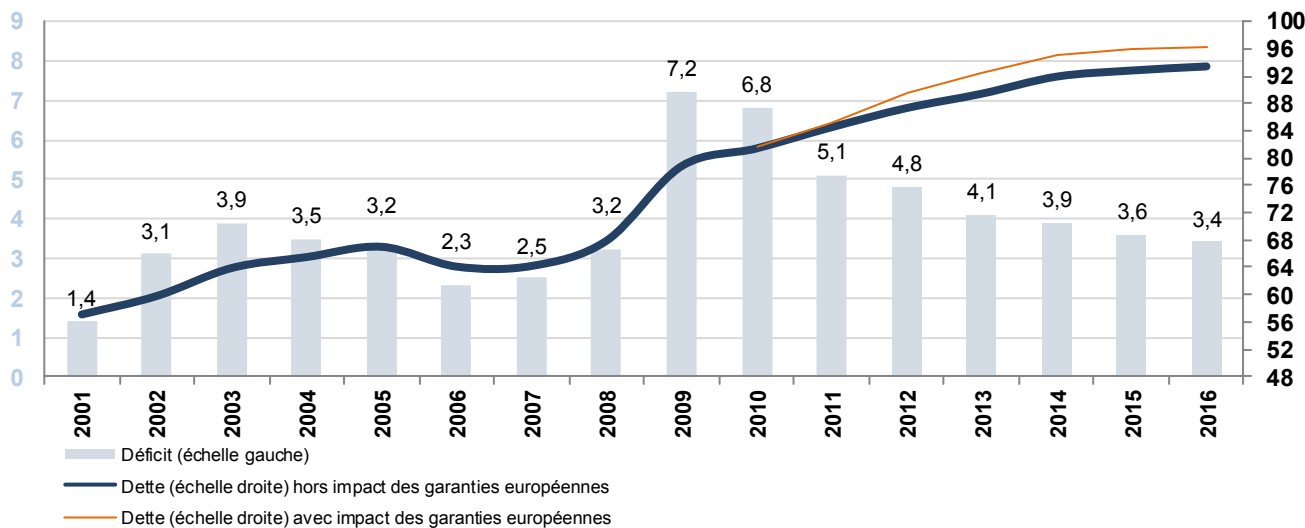
En milliards d'euros

			niveau à la fin décembre		
	2015	2016	2015	2016	2017
Solde du budget général	-72,15	-75,85	-72,15	-75,85	-73,35
Recettes	299,66	303,97	299,66	303,97	313,59
Dépenses	371,81	379,82	371,81	379,82	386,94
Solde des comptes spéciaux du Trésor	1,62	6,80	1,62	6,80	5,56
<b>Solde général d'exécution</b>	<b>-70,53</b>	<b>-69,06</b>	<b>-70,53</b>	<b>-69,06</b>	<b>-67,78</b>

Source : Minefi

### Finances publiques : déficit et dette

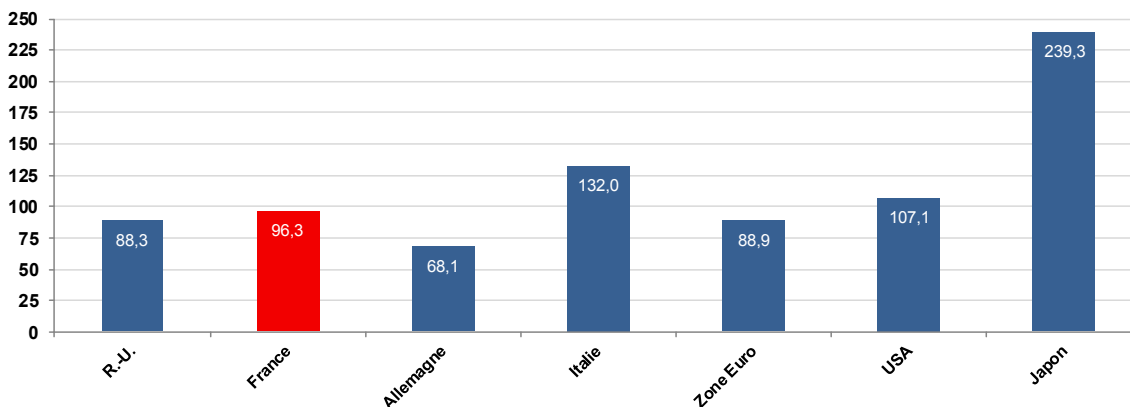
En % du PIB



Sources : Eurostat, Insee

### Dette des administrations publiques en 2016

En % du PIB



Sources : Eurostat, FMI, Insee



### Calendriers des indicateurs économiques français

Mars 2018		Avril 2018	
 7	Balance des paiements en janvier	 6	Commerce extérieur en valeur en février
 7	Commerce extérieur en valeur en janvier	 6	Balance des paiements en février
 9	Production industrielle : indice de janvier	 10	Production industrielle : indice de février
 13	Emploi salarié : 2017 T4	 12	Prix à la consommation : indice de mars
 15	Prix à la consommation : indice de février	 13	Réserves nettes de change en mars
 15	Réserves nettes de change en février	 18	Inflation (IPCH) : indice de mars
 16	Inflation (IPCH) : indice de février	 24	Conjoncture dans l'industrie : enquête mensuelle d'avril
 22	Conjoncture dans l'industrie : enquête mensuelle de mars	 24	Conjoncture dans l'industrie : enquête trimestrielle d'avril
 26	Comptes nationaux trimestriels : résultats détaillés 2017 T4	 25	Conjoncture auprès des ménages : enquête d'avril
 26	Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques - 2017 T4	 27	Comptes nationaux trimestriels : première estimation 2018 T1
 28	Conjoncture auprès des ménages : enquête de mars	 27	Prix à la production et à l'importation dans l'industrie : indices de mars
 28	Construction de logements en février	 27	Consommation des ménages en biens en mars
 30	Consommation des ménages en biens en février	 30	Construction de logements en mars
 30	Prix à la production et à l'importation dans l'industrie : indices de février		
 30	Prix à la consommation : indice de mars		

Sources : Insee, Eurostat

LinkedIn : <https://www.linkedin.com/company/agencefrancetresor/>

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite.

En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits.

La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par e-mail, à l'adresse suivante : « [contact@aft.gouv.fr](mailto:contact@aft.gouv.fr) ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole du copyright « ©Agence France Trésor ».